

**SÉNAT DE BELGIQUE**


---

**SESSION DE 2011-2012**


---

19 JUNI 2012

**Projet de loi-programme***Procédure d'évocation***RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE L'INTÉRIEUR ET  
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES  
PAR  
MME DÉSIR

---

**I. INTRODUCTION**

Le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport et qui relève de la procédure bicamérale facultative, a été déposé initialement à la Chambre des représentants en tant que projet de loi du gouvernement le 15 mai 2012 (doc. Chambre, n° 53-2198/1).

**BELGISCHE SENAAAT**


---

**ZITTING 2011-2012**


---

19 JUNI 2012

**Ontwerp van programmawet***Evocatieprocedure***VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE  
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR  
MEVROUW DÉSIR

---

**I. INLEIDING**

Het voorliggende wetsontwerp, dat onder de optioneel bicamérale procedure valt, werd oorspronkelijk op 15 mei 2012 ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers als een wetsontwerp van de regering (stuk Kamer, nr. 53-2198/1).

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

**Président / Voorzitter :** Philippe Moureaux.**Membres / Leden :**

N-VA	Huub Broers, Inge Faes, Liesbeth Homans, Lieve Maes.
PS	Willy Demeyer, Caroline Désir, Philippe Moureaux.
MR	Alain Courtois, Gérard Deprez.
CD&V	Dirk Claes, Jan Durnez.
sp.a	Dalila Douifi, Fatma Pehlivan.
Open Vld	Guido De Padt.
Vlaams Belang	Yves Buyse.
Écolo	Claudia Niessen.
cdH	Vanessa Matz.

**Suppléants / Plaatsvervangers :**

Frank Boogaerts, Patrick De Groote, Luc Sevenhans, Elke Sleurs, Helga Stevens.  
Philippe Mahoux, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Fabienne Winckel.  
Armand De Decker, Christine Defraigne, Richard Miller.  
Wouter Beke, Sabine de Bethune, Rik Torfs.  
Bert Anciaux, Ludo Sannen.  
Alexander De Croo, Martine Taelman.  
Filip Dewinter, Bart Laeremans.  
Zakia Khattabi, Cécile Thibaut.  
Francis Delpérée, André du Bus de Warnaffe.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-1670 - 2011/2012 :**

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

N°s 3 et 4 : Rapports.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-1670 - 2011/2012 :**

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nrs. 3 en 4 : Verslagen.

Il a été adopté par la Chambre des représentants le 14 juin 2012 par 78 contre 49 voix.

Il a été transmis au Sénat le 14 juin 2012 et évoqué le même jour.

La commission a examiné le projet au cours de ses réunions du 12 et 19 juin 2012.

## II. ARTICLES 1<sup>er</sup>, 2 ET 3

*A. Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, Mme Joëlle Milquet*

À propos de l'article 2, 1<sup>o</sup>, du projet, Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, explique que depuis quelques années et dans un but de transparence maximale, la police fédérale rapatrie graduellement un ensemble de dispositions éparses à vocation budgétaire, pour les regrouper au sein d'un seul et même texte, à savoir l'article 115 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. On vise de la sorte à ce que l'administration ne perde pas de vue certaines dispositions légales isolées. En l'occurrence, il s'agit de reprendre dans le texte de l'article 115 précité des dispositions qui figuraient jusqu'à ce jour dans l'article 11 de la loi du 21 décembre 2007 portant des dispositions diverses (I), pour ce qui concerne le 1<sup>o</sup>.

Le nouveau § 4bis, inséré par l'article 2, 2<sup>o</sup>, du projet de loi, vise à prévoir, par analogie avec l'article 90 de la loi du 7 décembre 1998 relatif à l'exécution contre remboursement de missions de police administrative par la police locale, et à côté de la réglementation spécifique déjà existante contenue dans le paragraphe 4 pour des missions exceptionnelles de police administrative, en la matière une disposition identique pour la police fédérale. L'article prévoit à cet effet que le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les missions de police administrative de la police fédérale pour lesquelles une rétribution peut être perçue à l'égard des tiers.

Enfin, concernant l'article 2, 3 et 4, il convient de noter que les actuels alinéas 3 et 4 du paragraphe 10 de l'article 115 de la loi du 7 décembre 1998 précitée y avaient été insérés de façon un peu malencontreuse. En effet, ces dispositions ont spécifiquement trait au fonds budgétaire organique dont question au paragraphe 5 du même article. Pour éviter des malentendus et garantir la cohérence interne de cet article, il est donc proposé de faire migrer lesdites dispositions du paragraphe 10 vers le paragraphe 5. C'est le but poursuivi par les 3 et 4.

Het werd op 14 juni 2012 aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers, met 78 stemmen tegen 49 stemmen.

Het werd op 14 juni 2012 overgezonden aan de Senaat en op diezelfde dag geëvoceerd.

De commissie heeft het ontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 12 en 19 juni 2012.

## II. ARTIKEL 1, 2 EN 3

*A. Inleidende uiteenzetting door mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen*

Met betrekking tot artikel 2, 1<sup>o</sup>, van het ontwerp geeft mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, aan dat de federale politie, met het oog op maximale transparantie, sinds enkele jaren een aantal momenteel versnipperde budgettaire bepalingen geleidelijk hergroepeert om ze in eenzelfde tekst te bundelen, met name in artikel 115 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. Zo probeert men te voorkomen dat de administratie sommige geïsoleerde bepalingen uit het oog verliest. In dit geval ligt het in de bedoeling in de tekst van het voormelde artikel 115 bepalingen over te nemen die tot dusver, wat het 1 betreft, waren opgenomen in artikel 11 van de wet van 21 december 2007 houdende diverse bepalingen (I).

De door artikel 2, 2<sup>o</sup>, ingevoegde nieuwe § 4bis van het wetsontwerp strekt ertoe om, naar analogie van artikel 90 van de wet van 7 december 1998 betreffende de uitvoering tegen betaling van opdrachten van bestuurlijke politie door de lokale politie, en naast de reeds bestaande in § 4 vervatte specifieke regeling voor uitzonderlijke opdrachten van bestuurlijke politie, ter zake in een eenzelfde regeling voor de federale politie te voorzien. Het artikel bepaalt daartoe dat de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de opdrachten van bestuurlijke politie van de federale politie kan bepalen waarvoor een vergoeding aan derden kan worden geïnd.

Met betrekking tot artikel 2, 3 en 4, ten slotte, moet worden opgemerkt dat het huidige derde en vierde lid van § 10 van artikel 115 van de voormelde wet van 7 december 1998 op een enigszins ongelukkige wijze in die wet werden ingevoegd. Deze bepalingen hebben immers specifiek betrekking op het in § 5 van hetzelfde artikel bedoelde organieke begrotingsfonds. Om misverstanden te voorkomen en de interne samenhang van dit artikel te waarborgen, wordt derhalve voorgesteld de bedoelde bepalingen te verplaatsen van § 10 naar § 5. Dit is de bedoeling van de punten 3 en 4.

*B. Discussion générale*

M. Durnez annonce que son groupe soutient le projet. Concrètement, il aimerait obtenir des précisions sur la mise en œuvre des dispositions à l'examen pour la police locale. Il se demande plus particulièrement comment la police locale se fera rétribuer pour des événements mineurs tels qu'une course cycliste locale.

Mme Faes voudrait aussi savoir quels seront les événements qui seront repris dans les arrêtés royaux et pour lesquels une rétribution pourra être demandée. Il lui semble quand même que le but n'est pas de faire supporter aux organisateurs d'une fête du Patro les frais d'une intervention éventuelle de la police locale. Elle trouve qu'aucune rétribution ne peut être imputée pour les missions fondamentales de la police.

M. De Padt demande si les projets d'arrêtés royaux ne pourraient pas être communiqués à la commission afin qu'elle en débâte éventuellement. La distinction entre les missions fondamentales de la police locale et celles pour lesquelles une rétribution pourra éventuellement être réclamée à des tiers est si importante qu'elle ne peut pas être laissée à la seule appréciation d'un ministre. Dans ce débat, la voix des élus locaux lui paraît importante.

M. Buysse se rallie également à cette demande. Il est aussi important de savoir comment la ministre compte mettre en œuvre cette rétribution. Compte-t-elle recourir à des tarifs ou barèmes imposés? Le montant de la rétribution sera-t-il laissé à l'appréciation des autorités locales? Ne risque-t-on pas de constater des différences très importantes? Il est possible que les organisateurs d'événements choisissent une localisation en fonction du montant des rétributions. Il importe également que les organisateurs puissent cerner avec précision les coûts à supporter pour pouvoir continuer à organiser de futurs événements.

Mme Pehlivan partage aussi les préoccupations des autres membres. Elle souligne que le problème ne concerne pas seulement les petites communes, les grandes villes y seront également confrontées. Elle demande une liste précise des activités pour lesquelles il faudra payer une rétribution.

La ministre répond que les projets d'arrêtés royaux sont prêts. Ils ont été examinés pendant plus d'un an avec les représentants de la police locale et de la police fédérale. Elle attend l'entrée en vigueur de la loi en projet pour soumettre le texte des arrêtés royaux au Conseil des ministres.

Elle ne voit aucune objection à discuter des arrêtés royaux en commission. Elle donne quelques exemples. Pour la police fédérale, il peut s'agir du transport

*B. Algemene bespreking*

Senator Durnez deelt mee dat zijn fractie het ontwerp steunt. Graag had hij concreet meer informatie gekregen over de implementatie van deze bepalingen voor de lokale politie. Hij vraagt meer precies hoe de aanrekening van kleinere evenementen, zoals een lokale wielervedstrijd, zal gebeuren door de lokale politie.

Senator Faes had eveneens graag vernomen welke evenementen zullen worden opgenomen in de koninklijke besluiten waarvoor een vergoeding zal worden gevraagd. Het lijkt haar toch niet dat het de bedoeling is dat de organisatoren van een Chiro-fuif opdraaien voor de kosten wanneer de lokale politie moet optreden. Zij meent dat er voor de absolute kerntaken van de politie geen vergoeding mag worden aangerekend.

Senator De Padt vraagt of de commissie inzage zou kunnen krijgen van de ontwerp-koninklijke besluiten om er eventueel een debat over te hebben. De vraag wat de kerntaken zijn van de lokale politie en voor welke opdrachten eventueel een vergoeding aan derden kan worden gevraagd is dermate belangrijk dat dit niet alleen aan het oordeel van een minister kan worden overgelaten. De stem van lokale politici lijkt hem belangrijk in dit debat.

Ook de heer Buysse sluit zich aan bij deze vraag. Het is ook belangrijk om te weten hoe de minister deze vergoeding in de praktijk zal omzetten. Zal zij werken met opgelegde tarieven of barema's? Wordt de hoogte van de vergoeding overgelaten aan de lokale overheden? Gaat dit niet leiden tot zeer uiteenlopende bedragen. Organisatoren van een evenement zullen de plaats waar zij dit organiseren misschien laten afhangen van de kostprijs. De organisatoren moeten ook een duidelijk zicht hebben op de kosten om in de toekomst nog verder bepaalde evenementen te kunnen organiseren.

Ook mevrouw Pehlivan deelt de bezorgdheid van de andere leden. Zij wijst er op dat het probleem niet alleen geldt voor kleinere gemeenten, ook grootsteden zullen met dit probleem worden geconfronteerd. Zij vraagt een duidelijk overzicht van de activiteiten waarvoor een vergoeding zal moeten worden betaald.

De minister antwoordt dat de ontwerpen van koninklijk besluit klaar zijn. Zij zijn gedurende meer dan een jaar besproken met de vertegenwoordigers van de lokale en federale politie. Zij wacht op de inwerkingtreding van het voorliggend ontwerp om de tekst van de koninklijke besluiten voor te leggen aan de Ministerraad.

Zij heeft geen enkel bezwaar tegen een discussie over de koninklijke besluiten in de commissie. Zij geeft enkele voorbeelden. Voor de federale politie kan

d'objets d'art. Les arrêtés royaux prévoient qu'aucune rétribution ne peut être exigée à charge d'une personne en danger pour les missions de police administrative exécutées pour lui venir en aide. Dans de nombreux cas, l'arrêté royal indique que le conseil communal a la possibilité, et non l'obligation, de demander une rétribution. Ainsi, l'article 5 du projet d'arrêté royal stipule ce qui suit : « Les missions de police administrative qui visent à garantir la tranquillité, la sûreté et la salubrité publiques ou le libre passage de la circulation à l'occasion d'un événement peuvent également donner lieu à une rétribution lorsqu'elles résultent d'une convention conclue avec les organisateurs ou sont la conséquence directe du non-respect de cette convention par les organisateurs. »

Il est également prévu que la rétribution est exclue lorsque les missions de police administrative sont exécutées à l'occasion d'événements de nature politique, syndicale, philosophique ou religieuse ou liée à un conflit de travail.

Il y a donc un cadre strict, mais la ministre est ouverte à un débat.

Mme Faes propose que ces arrêtés royaux soient examinés par les commissions réunies de l'Intérieur de la Chambre et du Sénat.

M. Buysse constate que les villes et communes pourront en grande partie décider elles-mêmes si elles demandent une rétribution. Cela pourra mener à la situation qui existe déjà chez les pompiers : dans certaines communes, leur intervention est payante et dans d'autres, elle est gratuite. Il souhaite également que ce débat soit mené en profondeur.

Mme Matz estime qu'il s'agit d'un débat essentiel. La police est souvent sollicitée pour toutes sortes d'événements d'ampleur, sans que les organisateurs mettent les moyens nécessaires pour assurer la sécurité. Ce sont des questions délicates dans lesquelles il faut légiférer afin d'établir des principes clairs en la matière.

### III. ARTICLES 4 ET 5

*A. Exposé introductif de Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté*

Mme Maggie De Block souligne que la présente modification vise à permettre au ministre d'être représenté à l'audience dans le cadre de tout litige relatif à la loi sur les étrangers par un fonctionnaire désigné à cet effet, tant devant les juridictions

het gaan om het vervoer van kunstvoorwerpen. In de koninklijke besluiten is voorzien dat er geen retributie kan worden geëist ten laste van een persoon die in gevaar verkeert voor de opdrachten van bestuurlijke politie die uitgevoerd worden om hem/haar hulp te verlenen. In vele gevallen geeft het koninklijk besluit enkel de mogelijkheid voor de gemeenteraad om een retributie te vragen en is het geen verplichting. Artikel 5 van het ontwerp-KB bepaalt bijvoorbeeld : « Kunnen eveneens aanleiding geven tot een retributie, de opdrachten van bestuurlijke politie die als doel hebben de openbare rust, veiligheid en gezondheid of de vrije doorgang van het verkeer te verzekeren naar aanleiding van een evenement die voortvloeien uit een overeenkomst afgesloten met de organisatoren of als direct gevolg van de niet-naleving door de organisatoren. »

Tevens is voorzien dat de retributie is uitgesloten is wanneer de opdrachten van bestuurlijke politie worden uitgevoerd naar aanleiding van evenementen van politiek, syndicaal, filosofisch of religieuze aard of die verband houden met een arbeidsconflict.

Er is dus een streng kader maar de minister staat open voor een debat.

Senator Faes stelt voor dat deze koninklijke besluiten besproken worden in de verenigde commissies Binnenlandse Zaken van Kamer en Senaat.

Senator Buysse stelt vast dat steden en gemeenten grotendeels zelf kunnen beslissen of ze al dan niet een retributie vragen. Dit kan leiden tot een situatie zoals die thans bij de brandweer bestaat : op de ene plaats moet je betalen voor een interventie en op een andere plaats dan weer niet. Hij wenst ook dat dit debat grondig wordt gevoerd.

Mevrouw Matz meent dat dit een belangrijk debat is. De politie wordt vaak opgeroepen voor allerlei grote evenementen, zonder dat de organisatoren zorgen voor de middelen die noodzakelijk zijn om de veiligheid te garanderen. Dit zijn delicate kwesties waarin wetgevend moet worden opgetreden teneinde ter zake duidelijke principes vast te stellen.

### III. ARTIKELEN 4 EN 5

*A. Inleidende uiteenzetting van mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel, Migratie en Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding*

Mevrouw Maggie De Block, beklemtoont dat deze wijziging ertoe strekt te bewerkstelligen dat de minister in elk geschil over de vreemdelingenwet ter terechtzitting vertegenwoordigd kan worden door een daartoe aangewezen ambtenaar, zowel voor de natio-

judiciaires ou administratives nationales que devant les juridictions internationales.

L'article 440 du Code judiciaire prévoit en effet que la possibilité de renoncer au monopole d'avocats afin de plaider à l'audience doit être prescrite par la loi. La compétence de représentation du fonctionnaire désigné à cet effet s'étend également à la rédaction, à l'introduction et à la signature des pièces de procédure.

En outre, ce nouveau système de représentation aura des répercussions sur le budget des dépenses de l'Office des étrangers. En effet, du fait notamment des modifications récentes du cadre législatif, l'Office des étrangers est confronté à une augmentation considérable du nombre de recours et, partant, des honoraires d'avocats. En ce sens, permettre aux fonctionnaires de plaider à l'audience réduirait sensiblement le budget des dépenses qui y sont associées.

En 2011, les dépenses en frais et honoraires d'avocats ont atteint 6 627 371,92 euros. Un renforcement complémentaire des effectifs de l'Office des étrangers n'est pas à l'ordre du jour.

### *B. Discussion générale*

M. Claes voudrait savoir quel est le montant de l'économie qui pourra être réalisée grâce à la mesure proposée et quand l'on prévoit de réaliser cette économie. M. De Padt souhaiterait obtenir des chiffres précis sur le nombre de recours traités.

La secrétaire d'État répond que 15 485 dossiers ont été traités en 2011, dont 6 697 néerlandophones et 8 788 francophones. Il est difficile d'évaluer le montant précis de l'économie, puisque le nombre de dossiers fluctue fortement. On pourra à tout le moins éviter que les honoraires d'avocats augmentent encore. Il y aura plus de recours qui seront introduits dès lors que les procédures ont été raccourcies.

Mme Douifi constate que la secrétaire d'État ne prévoit pas d'augmenter le nombre de fonctionnaires à l'Office des étrangers. Elle demande quel sera l'impact sur la charge de travail du personnel actuel. Comment l'Office va-t-il se préparer à cette situation ?

La secrétaire d'État répond qu'elle soumettra prochainement au Parlement un projet de loi visant à limiter les demandes multiples. Les demandes multiples représentent 25 à 30% des demandes. Si les procédures sont accélérées, il y aura davantage de recours et encore plus de demandes multiples.

nale administratieve rechtscolleges, de rechtscolleges van de rechterlijke orde, als de internationale rechtscolleges.

Artikel 440 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt immers dat de mogelijkheid om af te zien van het alleenrecht van advocaten om ter terechtzitting te pleiten, bij wet moet worden bepaald. De vertegenwoordigingsbevoegdheid van de daartoe aangewezen ambtenaar omvat eveneens het opstellen, het indienen en het ondertekenen van procedurestukken.

Bovendien zal die nieuwe vertegenwoordigingsregeling een weerslag hebben op de uitgavenbegroting van de Dienst Vreemdelingenzaken. Die Dienst wordt immers, met name door de recente wijzigingen van het wetgevend kader, geconfronteerd met een aanzienlijke stijging van het aantal beroepen en dus ook van de advocatenkosten. Door ambtenaren de mogelijkheid te bieden op de terechtzitting te pleiten, kunnen de daarmee gepaard gaande uitgaven fors worden ingeperkt.

In 2011 bedroegen de uitgaven aan advocatenkosten 6 627 371,92 euro. Een bijkomende versterking van de Dienst Vreemdelingenzaken is niet aan de orde.

### *B. Algemene bespreking*

Senator Claes wenst te vernemen hoeveel zal kunnen bespaard worden door deze maatregel en wanneer deze besparing zal mogen worden verwacht. Senator De Padt wenst precieze cijfers over het aantal behandelde beroepen.

De staatssecretaris antwoordt dat er in 2011 15 485 dossiers werden behandeld waarvan 6 697 Nederlandstalige en 8 788 Franstalige dossiers. De precieze omvang van de besparing is moeilijk in te schatten omdat het aantal dossiers sterk fluctueert. Minstens zal kunnen vermeden worden dat de kosten aan advocaten nog verder toenemen. Vermits de procedures zijn verkort zullen er meer beroepen worden aangetekend.

Senator Douifi stelt vast dat de staatssecretaris geen extra ambtenaren voorziet bij de Dienst Vreemdelingenzaken. Zij vraagt wat de impact zal zijn op de werkdruk van het huidige personeel. Hoe zal de organisatie zich voorbereiden op deze situatie ?

De staatssecretaris antwoordt dat zij binnenkort een wetsontwerp ter goedkeuring zal voorleggen aan het parlement om de meervoudige aanvragen te beperken. In 25-30% van de aanvragen zijn meervoudige aanvragen. Als de procedures versneld worden, zullen er meer beroepen worden ingediend en zullen er nog meer meervoudige aanvragen worden ingediend.

**IV. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES**

Articles 1 à 5

Ces articles ne font l'objet d'aucun commentaire de la part des membres.

L'ensemble des articles est adopté par 9 voix et 1 abstention.

*La rapporteuse,*  
Caroline DÉsir.

*Le président,*  
Philippe MOUREAUX.

**Le texte adopté par la commission  
est identique au texte du projet de loi  
transmis par la Chambre  
des représentants  
(voir le doc. Chambre, n° 53-2198/19).**

**IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN  
STEMMINGEN**

Artikelen 1 tot 5

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

De artikelen worden in hun geheel aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

*De rapporteur,*  
Caroline DÉsir.

*De voorzitter,*  
Philippe MOUREAUX.

**De door de commissie aangenomen tekst  
is dezelfde als de tekst van het door de  
Kamer van volksvertegenwoordigers  
overgezonden wetsontwerp  
(zie Stuk Kamer, nr. 53-2198/19).**